Document generated on 07/11/2025 11:55 p.m.

Ciné-Bulles
Le cinéma d'auteur avant tout

Éditorial
Le déclin de l'empire documentaire

Michel Coulombe

Volume 8, Number 2, November 1988, January 1989

URI: https://id.erudit.org/iderudit/34316ac

See table of contents

Publisher(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (print)
1923-3221 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Coulombe, M. (1988). Éditorial : le déclin de l'empire documentaire. *Ciné-Bulles*, *8*(2), 2–3.

Tous droits réservés © Association des cinémas parallèles du Québec, 1988

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Michel Coulombe

Le déclin de l'empire documentaire

■ À la fin des années 50, le cinéma québécois repartait plus ou moins à zéro, trouvant peu à peu sa place et sa personnalité dans les couloirs de l'Office national du film (O.N.F.), organisme fédéral qui, jusque-là, inexcusable, tenait la production en langue française pour secondaire. Ce cinéma jeune et grouillant cherchait sa voie ailleurs que dans des films résolument tournés vers le passé du genre du **Curé de village** et de **Séraphin**. Une poignée de cinéastes y allaient de leur invention pour donner des racines au jeune cinéma national, puisant à même les images du peuple québécois pour remplir l'écran. Aujourd'hui, il n'est personne qui s'intéresse au cinéma d'ici pour avoir oublié les fruits de cette période de grand remue-ménage : **les Bûcherons de la Manouane**, **la Lutte**, **Golden Gloves**, **les Raquetteurs**, **Pour la suite du monde**. Tous ces films et plusieurs autres font maintenant partie du répertoire. On les revoit comme on retrouve des classiques.

Il n'y a pas lieu d'être nostalgique. En effet, l'aventure du documentaire québécois, qui dépasse largement les années dorées du direct, ne s'est pas arrêtée là. Il ne s'est pas trouvé en fait une année au Québec sans que des images du réel ne viennent surprendre, choquer, informer ou interroger. Sur la lancée des maîtres du direct, on a tissé, film après film, la vaste toile documentaire aussi bien à l'O.N.F. que hors des murs, dans le secteur privé. Peu de cinémas nationaux ont été à ce point influencés par l'école documentaire. Peu de cinémas nationaux comptent un tel nombre de cinéastes qui passent, régulièrement, de la fiction au documentaire et du documentaire à la fiction, concevant leurs oeuvres comme des entrelacs de films où se croisent, se répondent et se complètent les images et les sons du réel et ceux des histoires racontées. De plus, il se trouve peu de pays (ou de provinces...) où la critique accorde aussi régulièrement le prix de meilleur long métrage à un documentaire ou à un documentaire métissé de fiction. C'est certainement un des traits distinctifs du cinéma québécois, une des ses forces. On pourrait croire, dans pareil contexte, que le documentaire est à toute fin pratique intouchable au Québec et qu'il ne viendrait à personne l'idée de renverser la vapeur. Tel n'est pourtant pas le cas.

Si, une fois de plus, les principaux artisans du cinéma documentaire nous invitent à crier au loup, il semble bien que cette fois on ait pris les grands moyens avant de déclencher l'alarme. Les réalisateurs, les producteurs et l'Institut québécois du cinéma ont commandé une étude sur la situation du documentaire de langue française dans le secteur privé. L'étude, réalisée par Michel Houle, porte sur la période 1978-1987 et ne tient pas compte de la production de l'O.N.F. qui connaît, elle aussi, ses hauts et ses bas et ne saurait être considérée comme la panacée : il n'est jamais indiqué de placer tous ses oeufs dans le même panier, fut-il cinquantenaire. Cette étude trace, pour la première fois, un portrait complet et précis de la situation. Quelle est donc, aujourd'hui, la place du documentaire de langue française dans le secteur privé au Québec ? Elle s'effrite, semble-t-il. Pas radicalement mais en douce, de façon continue. Au début de la période étudiée, la production annuelle de longs métrages documentaires était de 13 ; elle a diminué de plus de la moitié. La situation des séries serait encore plus inquiétante et celle des moyens métrages serait instable. Mais comment en est-on arrivé là ?

Est-ce donc qu'il n'y a pas de relève et que les cinéastes québécois, avalés par la fiction, tournent le dos au documentaire ? Pas du tout, car si Denys Arcand revient à la fiction, Gilles Carle marque un intérêt de plus en plus net pour le documentaire. Il faut toujours compter avec la persévérance d'un Daniel Bertolino, et avec des valeurs montantes comme Suzanne Guy, Sophie Bissonnette, Sylvie Groulx, etc., dont les tiroirs débordent bien souvent de projets en attente. Est-ce alors qu'on manque désespérément d'argent ? Non, évidemment, car jamais les budgets des organismes subventionneurs n'ont été aussi élevés (ce qui n'empêche pas les principaux intéressés d'en réclamer davantage, comme il se doit). Est-ce plutôt qu'il n'y a aucun débouché pour les films documentaires ? Non, puisque le Québec n'a jamais

« Ce que Michel Houle trouve déplorable c'est que dans un domaine comme le cinéma, on laisse le leadership au fédéral. 'Depuis 1983, on note un déséquilibre croissant entre les fonds disponibles à la S.G.C., puis à la SOGIC et ceux disponibles à Téléfilm Canada.' En effet, contre les 500 000 $ de la SOGIC, Téléfilm Canada accordait, en 1986-1987, 2 168 000 $ à la production de documentaires en français. »
*(**Qui fait quoi**, « Documentaires: 'Je t'aime, moi non plus.' » par Chantal Éthier, septembre-octobre 1988)*

connu pareille profusion de réseaux de télévision et le petit écran, vorace, a toujours besoin de neuf. Est-ce alors que les documentaires font fuir les téléspectateurs, qui ne jureraient, subjugués, que par les jeux-questionnaires et les téléromans? Pas du tout, même que ceux-ci, lors d'un récent sondage, en ont réclamé davantage et on sait que la part d'auditoire des documentaires uniques est tout à fait correcte compte tenu des cases horaires accordées et de la promotion assurée. Est-ce donc que le genre piétine et qu'il n'arrive pas à se renouveler suffisamment pour faire face à la musique? Aucunement, puisqu'il s'est montré très souple ces dernières années, intégrant au besoin la fiction pour joindre une plus large clientèle. Alors quoi?

D'abord il faut dire que les années 80 sont nettement dominées, au Québec, par la montée de la fiction et par l'assurance nouvelle (et nécessaire) qu'ont prise les producteurs de ces films qui jonglent avec des millions, une énorme concurrence et les exigences des marchés étrangers. Ils ont pris beaucoup de place, toute celle qu'ils pouvaient en fait, occupant sans complexe l'espace qu'on ne leur contestait pas. Les documentaristes n'ont pas vu venir la vague de fond. Du moins n'ont-ils pas su réagir à temps. Les voilà coinçés par un genre, la fiction, qui, on le sait, exige des budgets de plus en plus importants. Là où il fallait moins de deux millions il y a peu, on en exige aujourd'hui quatre. Au cours de la même période, les documentaristes ont perdu plusieurs des salles qui leur accordaient une certaine visibilité sur grand écran, ce qui les a confinés au petit écran, de sorte qu'il devenait de moins en moins indiqué de parler de cinéma. Au bout du compte, on en venait à produire des films respectant les exigences de durée et de contenu télévisuelles et qui n'étaient vus qu'exceptionnellement en salle. Aussi, les producteurs et les réalisateurs de documentaires n'ont jamais pu protéger des cases horaires de grande écoute chez l'un ou l'autre télédiffuseur, de manière à établir une tradition et à bien occuper le terrain (au début de la décennie le partenaire obligatoire était Radio-Québec, aujourd'hui c'est Radio-Canada). Face à la télévision, ils ont eu du mal à composer avec l'inévitable concurrence de l'O.N.F. qui n'entretient pas, c'est évident, les mêmes rapports qu'eux avec l'argent; et aussi avec la concurrence, moins évidente, des nombreux magazines d'information qui se sont multipliés ces dernières années mais qui ne remplaceront jamais les documentaires, dont ils ont rarement l'impact et la profondeur. Pour compliquer les choses, les budgets des documentaires ont quadruplé en dix ans, mais on n'a pas su profiter dans les mêmes proportions de la relative prospérité des subventionneurs (notamment celle de Téléfilm Canada où le fonds réservé au long métrage n'est pas accessible aux documentaristes alors que le fonds télévision n'est pas ouvert, loin de là, aux seuls documentaristes), si bien qu'inévitablement il devenait impossible de maintenir le volume de production. Et, dans un tel contexte, on n'était, jusqu'à récemment, pas parvenu à conjuguer les efforts des uns et des autres pour faire front commun, laissant chacun à sa petite cabale pour voir son projet (et pas celui du voisin) compter parmi les deux films qu'accepterait encore telle télévision, ou pour obtenir le feu vert de la Société générale des industries culturelles sans lequel il faudrait attendre encore huit mois, et espérer.

L'union des producteurs et des réalisateurs de documentaires du secteur privé pour faire le point sur la situation et trouver des solutions constitue, en soi, une des clés de l'avenir de ce secteur. Reste pour eux à contrôler l'expansion budgétaire des dernières années, à obtenir un statut plus net de la part des principaux subventionneurs et à gagner des cases horaires stables chez les télédiffuseurs. Il serait absurde que le cinéma documentaire soit le bouc émissaire du pari que font les principaux acteurs de l'industrie cinématographique québécoise sur la fiction. Effectivement, on priverait chaque année le Québec d'une seule **Turlute des années dures**, d'un seul **Quel numéro, What Number?**, d'un seul **Oscar Thiffault** que le prix à payer serait beaucoup trop élevé.

En juin 1989, des documentaristes du monde entier se réuniront à Montréal pour souligner avec leurs mots et leurs images le cinquantième anniversaire de l'O.N.F. Ce serait bien que les documentaristes québécois du secteur privé aient, eux aussi, le goût de fêter... ■

« L'idée documentaire ne demande rien de plus que de porter à l'écran, par n'importe quel moyen, les préoccupations de notre temps, en frappant l'imagination et avec une observation aussi riche que possible. Cette vision peut être un reportage à un certain niveau, de la poésie à un autre; à un autre enfin, sa qualité esthétique réside dans la lucidité de son exposé. » (John Grierson)